



HAL
open science

La biorégion en Île-de-France : une société écologique post-rupture

Loïs Mallet, Benoît Thévard

► **To cite this version:**

Loïs Mallet, Benoît Thévard. La biorégion en Île-de-France : une société écologique post-rupture. *Annales des mines - Série Responsabilité et environnement*, 2022, N° 107 (3), pp.48-52. 10.3917/re1.107.0048 . hal-04269358

HAL Id: hal-04269358

<https://hal.science/hal-04269358>

Submitted on 3 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La biorégion en Île-de-France : une société écologique post-rupture

Par Loïs MALLET

Chercheur et directeur de l'Institut Momentum

Et Benoît THÉVARD

Consultant, formateur et enseignant

Imaginer une société écologique à partir d'un territoire emblématique de la société thermo-industrielle, c'est l'ambition du scénario Biorégion Île-de-France 2050. Développé à l'Institut Momentum, le laboratoire d'idées sur les issues de l'Anthropocène, ce scénario permet d'aider à se figurer le gouffre existant entre un présent en train de mourir et un avenir encore en germe. Dans cet article, nous revenons tout d'abord sur le contexte propice à l'élaboration du scénario considéré et sur la démarche prospective de rupture qu'il véhicule en territoire d'incertitude systémique. Puis nous présentons ce scénario en insistant sur la gouvernamentalité biorégionale et le mode de vie écologiste. Enfin, nous discutons du rôle actuel du politique face aux incertitudes et aux risques systémiques en vue de favoriser l'émergence des sociétés biorégionales. Plutôt que de succomber aux autoritarismes, il nous semble primordial d'adopter dès à présent des politiques prévoyantes, propres au catastrophisme et favorisant la vie humaine autonome et joyeuse malgré les catastrophes attendues dans les prochaines décennies que nous qualifions de Trente obscures.

La rupture dans la longue urgence

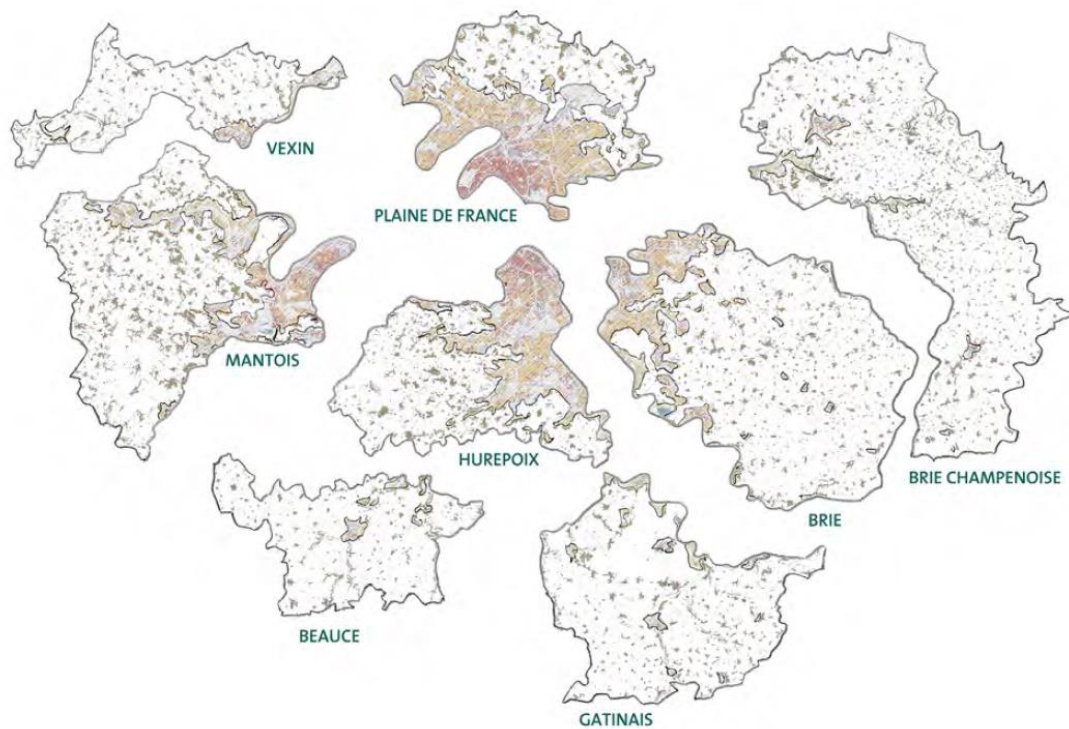
Fondé en mars 2011, l'Institut Momentum est un laboratoire d'idées travaillant sur les issues s'offrant à la société industrielle face aux effondrements qui la menacent. À la demande du Forum Vies Mobiles, Yves Cochet, Agnès Sinaï et Benoît Thévard ont élaboré un scénario de rupture, à l'horizon 2050, prenant le parti de raisonner de manière systémique à l'aune de la Grande accélération (Steffen *et al.*, 2007) sur l'un des territoires emblématiques de la France, la métropole francilienne. Ce scénario, Biorégion Île-de-France (IDF) 2050 (Sinaï *et al.*, 2019), doit se comprendre au regard de la fragilité de la métropolisation contemporaine : croissance démographique, croissance des activités et croissance de la complexité contribuent à accroître la vulnérabilité de ces zones urbaines disproportionnées. Dans les économies modernes, la recherche systématique de l'optimisation occasionne une perte de diversité qui fragilise le système dans sa globalité. En période d'instabilité comme celle que nous connaissons, cela rend les métropoles très vulnérables. La durabilité de l'écosystème IDF, à l'instar de n'importe quel autre, passe donc par un rééquilibrage entre efficacité et résilience (Ulanowicz *et al.*, 2009).

Notre scénario est le produit d'un travail prospectif original. La prospective est un exercice d'imagination visant à alimenter la représentation des futurs possibles. La

valeur d'un exercice prospectif tient à l'attention portée aux tendances, aux inerties, aux transformations, aux ruptures, aux signaux faibles et aux incertitudes. L'utilité d'un scénario réside dans sa capacité à distinguer ce qui est de l'ordre de la menace à repousser et de l'opportunité à favoriser. L'originalité du scénario Biorégion IDF 2050 tient au fait qu'il refuse l'usuel *backcasting*, cette méthode consistant à dresser le portrait d'une utopie, puis à tracer la trajectoire, de manière linéaire ou presque, de l'ensemble des étapes qui nous en séparent. Au contraire, nous avons privilégié l'approche discontinuiste et catastrophiste, qui donne à l'incertitude, aux catastrophes et peut-être même aux effondrements qui frapperont nos sociétés dans les années à venir, toute la place qui sera vraisemblablement la leur. Et pourtant, l'analyse approfondie, notamment biophysique (Cochet, 2021 ; Hall et Klitgaard, 2012), du territoire francilien permet de proposer un scénario vraisemblable.

L'Île-de-France en 2050

En 2050, l'IDF aura radicalement changé. Nous inscrivons avant tout ce scénario en décalage avec les projections continuistes de l'ONU, conjecturant notamment que l'IDF sera moitié moins peuplée à cette échéance (voir *infra*). En son sein, la répartition des populations sera bouleversée par un exode urbain conduisant à un repeuplement des bourgs ruraux et à une dédensification de la première ceinture parisienne. L'échelon principal de l'exercice politique sera alors celui de la biorégion, une subdivision se situant entre la municipalité et la fédération biorégionale, et étant le résultat d'un processus de décomplexification administrative et de démocratisation. L'approvisionnement énergétique post-fossile sera, quant à lui, placé sous le signe de la sobriété (1 tonne équivalent pétrole contre 2,6 aujourd'hui) et sortira du paradigme de l'abondance permanente (intermittence et hibernation). Quant au système alimentaire, il se délestera de sa dépendance aux énergies fossiles (machines agricoles, transports et engrais de synthèse), devenues aussi rares que malvenues, et aux pesticides. Conséquence de la finitude des ressources et de la vulnérabilité de la société thermo-industrielle par rapport à celle-ci, la pénurie générale en intrants agricoles fera de l'agriculture biologique, locale et *low tech* une nécessité, le tout selon la philosophie de la permaculture (Holmgren, 2017). Pour ce faire, la moitié des Franciliens contribueront de diverses manières à la production alimentaire qui sera devenue autosuffisante en IDF. Enfin, la mobilité se réduira à deux déplacements en moyenne par jour, contre quatre aujourd'hui, qui s'effectueront à 75 % au sein de la biorégion. Marche à pied, vélo, traction animale et autres mobilités non motorisées seront majoritaires au quotidien, tandis que les échanges biorégionaux nécessiteront de recourir à des trains, mais en nombre modéré. Organisées en flotte, les voitures se feront rares.



LES HUIT BIORÉGIONS FRANCILIENNES EN 2050
Creative Commons, Fair, Momentum.

En 2050, la région francilienne se composera de huit biorégions qui, pour moitié, intégreront un secteur actuel de la capitale qui sera devenue une écopolis. Paris et sa métropole viendront alors se fondre au sein de vastes parcs agricoles urbains qui les engendreront et les nourriront. Ensemble, les biorégions formeront une fédération biorégionale, la région étant la garante de l'autonomie politique, alimentaire et énergétique de ses habitantes et habitants.

En 2050, certains métiers auront disparu, alors que de nombreux autres fleuriront. Les bassins de vie rassembleront au sein d'une même localité les sphères économique, alimentaire, énergétique, familiale et sociale, dans un souci de convivialité. Le risque du repli communautaire, et de ses dérives identitaires, sera contrebalancé par l'importance de l'apport culturel lié au nomadisme et au voyage. Dans les biorégions, l'accueil sera une valeur fondamentale favorisant la paix, l'enrichissement culturel et l'ouverture au monde.

Quelques repères biographiques

Le 4 février 2049, Anaïs, maraîchère dans la biorégion du Hurepoix, ne peut, faute de vent et de soleil, emprunter la ligne de l'Arpajonnais – une liaison ferroviaire fermée en 1937 avant d'être réouverte en 2046 – pour aller vendre ses légumes à Paris. Habitée à cette intermittence électrique, Anaïs, loin d'être désemparée, décide alors de consacrer cette journée à la peinture, mais aussi à apporter son aide à ses voisins pour réaliser leur projet d'auto-rénovation. Le même jour, Géraldine est, quant à elle, très sollicitée, car elle dirige le parc de véhicules partagés de la ville de Mantes. Outre les quelques voitures encore en circulation, la majorité de ce parc se compose de vélomobiles, des vélos carénés autrement plus efficaces que

les voitures (De Decker, 2012). Ils permettent de parcourir des dizaines de kilomètres, à une vitesse de plus de 30 km/h.



Un vélomobile.

Appréhender politiquement l'incertitude des Trente obscures

Si l'insoutenabilité de notre société n'est plus à prouver, comme le rappelle le dernier rapport du GIEC (IPCC, 2022), les implications de cet énoncé restent bien trop impensées (Semal, 2022). Dire qu'une société est insoutenable à l'échelle de quelques décennies signifie qu'elle va disparaître si elle n'est pas capable de renouveler ses conditions d'existence (retour à un environnement stable, à des ressources abondantes). La certitude sur cette disparition laisse place à l'incertitude sur la manière dont elle se produira : l'ouverture vers une société écologique¹ ou, au contraire, une fermeture à celle-ci du fait de la destruction de la vie. Cette incertitude est le lieu du politique, cet espace de liberté et de normativité qui est seul capable de repousser l'emprise du destin tragique qui nous est promis. Nous reconnaissons toutefois la difficulté qu'il y a à déterminer les événements intermédiaires qui pourraient se dérouler d'ici à 2050.

Quoi qu'il en soit, il nous apparaît fort probable, au regard des tendances et des différents verrouillages socio-économiques observés aujourd'hui, que la transition sera faite de catastrophes (Servigne et Stevens, 2015), c'est pour cette raison que nous appelons cette période les Trente obscures. Pour illustrer notre propos, prenons l'exemple de la population francilienne que nous estimons à 6 millions et demi

¹ Nous définissons une société écologique comme une organisation sociale et politique démocratique, qui est respectueuse des limites planétaires et des écosystèmes qui constituent son milieu. Fondée sur le partage et la coopération, elle est égalitaire, juste, conviviale et solidaire. Elle est garante des droits fondamentaux des humains comme de ceux des animaux non humains.

d'individus en 2050, contre près de 13 millions aujourd'hui. Ce qu'il advient de « la moitié disparue » se comprend sur deux plans différents : le déplacement des populations et la dynamique démographique. Sur le premier plan, un exode urbain volontaire et organisé s'avère politiquement bien différent d'une fuite chaotique et mortifère. Sur le second plan, par rapport à la typologie de l'économiste anglican, Thomas Malthus ([1798] 1999), une bifurcation de la dynamique démographique par des régulations dites « négatives », par référence à la baisse de fécondité, comme la contraception, l'avortement, la stérilisation, l'abstinence ou le célibat, n'a strictement rien à voir avec des régulations « positives », renvoyant à la hausse de la mortalité, comme les guerres, les famines et les maladies. Sur chacun de ces deux plans, la répartition entre les différentes options fait partie intégrante de l'incertitude radicale des Trente obscures. Si nous ne pouvons la prévoir, nous pouvons en revanche agir dès à présent pour favoriser les unes plutôt que les autres : voilà ce que doit être une politique de décroissance catastrophiste.

Une urgence politique : la nécessité d'une action, mais l'insuffisance de celle-ci

« Il ne nous reste que trois ans, cinq ans, une décennie... » Le compte à rebours de l'apocalypse est un outil aussi important que problématique du discours de l'urgence écologique. Il vise à créer artificiellement une réaction politique qui soit à la hauteur des enjeux. Or, notre situation écologique nécessite d'opérer des transformations le plus tôt possible, car plus tôt sera la réaction et moins ce sera grave. En réalité, chaque dixième de degré compte ; chaque parcelle de terre non polluée est sacrée et chaque vie humaine préservée est inestimable. Il n'est pas possible de déterminer une date limite à partir de laquelle tout serait perdu. Et pourtant, ces injonctions se répètent, cette répétition étant le symptôme de leur échec ; un double échec même, puisqu'à l'absence de réaction, s'ajoute la désillusion qu'elle suscite. Pour nous qui sommes immergés dans la temporalité du progrès (Bensaude-Vincent, 2021), qui croyons que demain sera un jour meilleur pour l'humanité, nous voilà perdus et désemparés face à tant de défaites.

La perspective biorégionale nous oblige alors à décaler notre regard désabusé. Elle reconnaît notre incapacité à réussir la transition écologique dans des termes relevant du progrès de la modernité capitaliste, et donc notre renoncement à répondre avec succès à l'urgence. Elle s'inscrit en revanche dans une perspective de réparation des catastrophes déjà en cours et propose un horizon politique propice à une vie qui soit digne d'être vécue en dépit de la survenue des désastres. De ce point de vue, elle s'inscrit vraisemblablement autant dans le paradigme du catastrophisme que dans celui de la longue urgence, dépassant ainsi le paradoxe temporel apparent existant entre l'urgence, qui est de l'ordre du *Kairos*, et la longueur de celle-ci, qui est du domaine du *Chronos*. Elle renonce à l'idée de l'instauration de l'état de guerre immédiat, et de toutes ses dérives autoritaires, pour privilégier une transformation profonde du rapport au monde, à travers l'organisation politique biorégionale qui émerge dans un contexte de bouleversement.

Discussion sur les autoritarismes

À l'Institut Momentum, nous constatons que le gouffre croissant qui existe entre les transformations à accomplir pour minimiser le nombre des morts et les trajectoires politico-économiques actuelles, génère une polarisation politique menant, *in fine*, à la violence. En réaction aux drames humains résultant des catastrophes écologiques,

l'opposition écologiste ainsi que les rescapés de ces catastrophes augmenteront leur pression contestataire sur un pouvoir politique incapable d'y apporter une réponse, malgré la multiplication des déclarations d'états d'urgence autoritaires et liberticides. La spirale de la violence se déclinant entre répression et activisme se fera au rythme des catastrophes écologiques que l'on sait inévitablement croissant. La trajectoire autoritaire et répressive du pouvoir politique face aux velléités écologistes d'ampleur révolutionnaire est prévisible. Dans ce contexte, le paradigme biorégional peut constituer une troisième voie, puisqu'il permet à une population locale de se désaffilier relativement pacifiquement du pouvoir central, et donc sans entrer nécessairement dans un rapport de force armé.

Toutefois, le spectre de l'autoritarisme ne pèse pas que sur les forces conservatrices et réactionnaires. À force d'échouer à faire respecter des échéances artificielles, la colère écologiste initiale risque d'être remplacée par la désillusion qui, dans son sillage, cache deux formes sœurs de réaction : le cynisme du nihiliste et la froideur du stratège.

D'un côté, l'écologiste devenu cynique se moque d'un monde qui lui semble perdu, insensé et médiocre. Constatant le destin autodestructeur de l'humanité, il en vient à la mépriser et perd, *in extenso*, toute considération pour le vivant. Il devient un excellent sujet du fascisme.

De l'autre côté, l'insensible dirigeant environnementaliste, considérant que les moyens justifient les fins, sera prêt à sacrifier l'humanité, pourvu qu'elle puisse préserver ses conditions d'existence. Il instaurera des systèmes de contrôles technologiques totalitaires pour s'assurer que l'ensemble de la population se conforme à un mode de vie désigné comme soutenable. Il n'hésitera pas à violer les droits humains et à militariser sa police pour appliquer sa politique. Adeptes des thèses de Malthus ([1798] 1999), il lui paraîtra convenable de laisser mourir une partie de sa population, en orchestrant si besoin cette disparition, pour assurer la survie de l'autre. Il est de ceux qui renoncent à leur humanité au nom de celle-ci.

La proposition biorégionale nous semble être une parade à ces possibles dérives. Elle permet d'articuler l'écologie politique radicale avec les attentes des territoires, dans un rapport reposant sur le soin apporté à chacun et dans le respect des droits des individus. Elle montre qu'il est possible d'envisager un avenir pour l'humanité à l'échelle mondiale, de territoire en territoire. Lorsque l'on renoue avec le vivant dans toute sa diversité et avec toute sa sensibilité, l'absurdité du monde thermo-industriel en perte se dissout devant la beauté inébranlable de la vie sur Terre. Le cynisme laisse alors place à la joie et au chérissement, tandis que la préciosité de la vie refoule les tentations utilitaristes de la pire espèce.

Les politiques prévoyantes du catastrophisme

L'horizon catastrophique ne doit donc pas être un frein à l'action, bien au contraire, il doit la réhabiliter. L'action politique prévoyante est le moyen d'affronter l'incertitude des Trente obscures. L'insuffisance de l'action ne peut justifier en soi son rejet. La vision biorégionale dessine une société écologique, s'en rapprocher permet, dès à présent, de réduire le nombre des morts et la quantité de souffrance à venir. Préparer la biorégion, c'est développer des pratiques de résilience à l'échelle locale pour permettre à tout un chacun de mieux affronter les pénuries matérielles et existentielles

de la mondialisation et celles liées à son effondrement. Préparer la biorégion, c'est aussi lutter, dès à présent, contre les pollutions et pour préserver l'habitabilité de la Terre.

Ainsi, il ne suffit pas d'attendre l'effondrement de la société thermo-industrielle. Il nous faut, au contraire, développer, dès à présent, une vision, des savoir-faire et des savoir-vivre qui favorisent l'émergence des sociétés biorégionales. Vision politique, le biorégionalisme noue des alliances avec les luttes politiques contemporaines d'émancipation contre toutes les formes de domination ; un parfait exemple en est le féminisme. Ce dernier, notamment sa branche éco-féministe (Hache, 2016), nous a déjà largement prouvé l'importance du *Care*, cette culture du soin en direction des humains, et plus largement du vivant en général. Force de résilience, la biorégion est aussi le territoire du réapprentissage des pratiques artisanales et de la coopération locale post-fossile. Il nous faut donc, dès à présent, apprendre à cultiver un potager, planter des arbres fruitiers, favoriser la solidarité à travers l'économie du don si chère à Marcel Mauss ([1924] 2012), le tout dans une approche permaculturelle (Holmgren, 2017). Les tiers-lieux, les AMAP, les associations, les éco-lieux, les ZAD, les services publics, en particulier locaux, sont ainsi autant d'espaces fertiles capables de favoriser l'avènement d'une société biorégionale en dépit des catastrophes annoncées.

Biographie

BENSAUDE-VINCENT Bernadette (2021), *Temps-paysage : pour une écologie des crises*, Paris, Le Pommier.

COCHET Yves (2021), « Chapitre 6 – L'économie biophysique. Une économie pour l'ère de la décroissance », in SINAÏ A. (dir.), *Politiques de l'Anthropocène*, Paris, Les Presses de Sciences Po (Références), pp. 291-310.

DE DECKER Kris (2012), "Velomobiles: as Fast and Comfortable as Automobiles, but 80 times more Efficient", *Low Tech Magazine*, traduit par DUTILLEUX G, 24 octobre.

HACHE Émilie (2016), *Reclaim : anthologie de textes éco-féministes*, traduit par NOTERIS E., Paris, Cambourakis.

HALL Charles A. S. & KLITGAARD Kent A. (2012), *Energy and the Wealth of Nations: Understanding the Biophysical Economy*, New York, Springer.

HOLMGREN David (2017), *Permaculture : principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable*, traduit par KAÏM A. E., Paris, Harmonia Mundi.

IPCC (2022), "Summary for Policymakers. Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability", Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change.

MALTHUS Robert ([1798] 1999), *Essai sur le principe de population*, Paris, Flammarion.

MAUSS Marcel ([1924] 2012), *Essai sur le don*, Paris, PUF.

SEMAL Luc (2022), « Les résultats décevants de l'écologie politique en 2022 confirment que la question des limites à la croissance reste un impensé politique », *Le Monde.fr*, 12 avril.

SERVIGNE Pablo & STEVENS Raphael (2015), *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Le Seuil.

SINAÏ Agnès, COCHET Yves & THÉVARD Benoît (2019), « Biorégion 2050 : l'Île-de-France après l'effondrement », Forum Vies Mobiles, Institut Momentum, Paris.

STEFFEN Will, CRUTZEN Paul J. & McNEILL John R. (2007), "The Anthropocene: Are Humans Now Overwhelming the Great Forces of Nature", *AMBIO: A Journal of the Human Environment*, vol. 36, n°8, pp. 614-621.

ULANOWICZ Robert E., GOERNER Sally J., LIETAER Bernard & GOMEZ Rocio (2009), "Quantifying sustainability: Resilience, efficiency and the return of information theory", *Ecological Complexity*, vol. 6, n°1, pp. 27-36.